

## **STATUTS**

### **ASSOCIATION « DOCTEUR DOUSSAIN ET LES AMIS DU CHATEAU DE CLISSON »**

#### **BUTS ET COMPOSITION**

##### ***ARTICLE 1 : DÉNOMINATION***

Sous le titre « Docteur Doussain et les Amis du Château de Clisson », elle est une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

##### ***ARTICLE 2 : OBJET***

L'association a pour objet l'animation du château de Clisson et de la ville de Clisson, la création de saynètes et de spectacles liés à l'histoire du château et de la ville.

Elle participe à des projets dont les activités ont un caractère culturel et touristique ou lié au patrimoine. Ces activités pouvant-être liées à Clisson ou à d'autres lieux.

Elle organise le festival « Les Médiévales de Clisson ».

##### ***ARTICLE 3 : SIEGE***

L'Association a son siège à la Maison des Associations, rue de la Madeleine à Clisson (44190).

##### ***ARTICLE 4 : COMPOSITION***

L'Association se compose de :

1. membres actifs (adhérents volontaires, entreprises, associations ou personnes ayant un intérêt pour ses actions),
2. membres bienfaiteur (personnes morales ou physiques qui lui auront apporté un soutien financier).

L'admission est prononcée par l'Assemblée Générale.

La qualité de membre actif ou bienfaiteurs s'acquiert par adhésion volontaire et paiement d'une cotisation annuelle fixée par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.

##### ***ARTICLE 5 : ADHÉSION***

La qualité de membre se perd par :

- ↳ la démission,
- ↳ le décès,
- ↳ la radiation pour non-paiement de la cotisation après rappel ou motif grave.

La radiation est prononcée par le Conseil d'Administration après avoir reçu toutes les explications en défense de la part de l'intéressé.

## **ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

### **ARTICLE 6 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, REPRÉSENTATION**

L'Assemblée Générale est composée des membres indiqués dans l'article 4.

Le Président peut appeler à siéger, avec voix consultatives, toute personne dont les compétences et la présence lui paraît utile.

### **ARTICLE 7 : VOTES ET DÉCISIONS**

Tous les membres à jour de leur cotisation participent au vote.

Le vote par procuration est admis.

Chaque membre présent à l'Assemblée Générale ne peut détenir plus de deux pouvoirs.

Les décisions sont prises à la majorité relative de personnes présentes ou représentées, excepté le cas prévu par l'article 19.

### **ARTICLE 8 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

L'Assemblée Générale de l'Association se réunit au moins une fois par an et toutes les fois qu'elle est convoquée par le bureau ou sur demande écrite du tiers des membres dont elle se compose.

Elle est présidée par le Président de l'Association, assisté du bureau.

Un ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration.

Elle entend le compte rendu moral, approuve les comptes de l'exercice clos, approuve le budget de l'exercice à venir, étudie toutes les questions et projets régulièrement inscrits à son ordre du jour, élit le Conseil d'Administration (cf. article 11).

Le vote se fera à bulletin secret si une personne le demande.

Le rapport financier est transmis à la Mairie de Clisson.

### **ARTICLE 9 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

Toute autre assemblée générale peut-être convoquée :

- ↳ par le tiers des membres dont se compose l'association,
- ↳ sur l'initiative du Conseil d'Administration ou sur demande écrite et signée du tiers de ses membres,
- ↳ sur l'initiative du Bureau dans sa majorité.

### **ARTICLE 10 : CONVOCATIONS**

Les convocations aux assemblées générales doivent être adressées au moins 15 jours à l'avance par plis individuels et par insertion dans au moins un journal local à grande diffusion.

Cette insertion ayant été publiée, la non-réception par les intéressés de l'avis individuel ne pourrait être une cause de nullité de l'assemblée générale.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **ARTICLE 11 : COMPOSITION**

L'association est administrée par un Conseil d'Administration composé de membres actifs et/ou bienfaiteur élus pour un an par l'Assemblée Générale.

Nul ne peut faire partie du Conseil d'Administration s'il n'est pas majeur.

Après son installation, le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, un bureau, dans les conditions de l'article 17.

### **ARTICLE 12 : INTERVENTIONS EXTERIEURES**

Le Conseil d'Administration peut appeler à participer à ses travaux avec voix consultative, toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

### **ARTICLE 13 : DÉMISSION D'OFFICE**

Tout administrateur absent à deux séances consécutives, sans excuse valable, peut-être déclaré démissionnaire par le Conseil d'Administration, la personne concernée étant admise à présenter ses explications.

### **ARTICLE 14 : RÉUNIONS ET CONVOCATIONS**

Le Conseil d'Administration se réunit au minimum quatre fois par an, sur convocation de son Président et/ou toutes les fois que 1/3 de ses membres le décide.

### **ARTICLE 15 : SÉANCES, DÉLIBÉRATIONS, QUORUM**

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que s'il est représenté par au moins 1/3 de ses membres. Lorsque le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'Administration sera convoqué dans la quinzaine avec le même ordre du jour et délibérera alors valablement quel que soit le nombre de ses membres présents.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir de rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées en cette qualité. Seuls les frais justifiés peuvent être remboursés après accord du bureau.

Le Conseil d'Administration proposera à une Assemblée Générale l'adoption d'un règlement intérieur. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts.

Il est tenu procès verbal des séances.

### **ARTICLE 16 : POUVOIRS ET DÉCISIONS**

Le Conseil d'Administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour assurer la direction et le fonctionnement de l'association dans le cadre des orientations définies par l'Assemblée Générale.

Les décisions se prennent à la majorité des 2/3 des voix des membres présents.

Le Conseil d'Administration :

- ↳ fixe le montant des cotisations,
- ↳ fixe la date, le lieu et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale,
- ↳ prépare les dossiers soumis à l'Assemblée Générale,
- ↳ prépare le rapport moral et financier soumis à l'Assemblée Générale,
- ↳ ordonne et contrôle les dépenses courantes et les actes d'administration et assure notamment le recrutement et la gestion du personnel,
- ↳ établit le budget de l'exercice à venir,
- ↳ prépare le projet de règlement intérieur,
- ↳ élit en son sein les membres du bureau.

Le bureau ne peut être élu que par la réunion du Conseil d'Administration comportant plus de la moitié des membres de celui-ci.

La personne souhaitant être élue doit-être présente à la réunion sauf cas de force majeure.

## **BUREAU**

### ***ARTICLE 17 : COMPOSITION***

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, éventuellement à bulletin secret, un bureau, au plus tard dans le mois qui suit l'Assemblée Générale ordinaire.

Le bureau est composé de :

- ↳ un président,
- ↳ un vice-président,
- ↳ un secrétaire,
- ↳ un trésorier.

Si l'Assemblée Générale a désigné des Présidents d'Honneur, ils siègent également au bureau et participent au vote.

Le bureau assure le suivi de l'exécution des tâches définies par le Conseil d'Administration. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Président représente l'association en justice et peut ester en son nom dans tous les actes de la vie civile.

## **FINANCEMENT**

### **ARTICLE 18 : RESSOURCES**

Les ressources de l'association se composent :

- ↳ des subventions accordées par les collectivités publiques,
- ↳ des cotisations des membres,
- ↳ des ressources de toutes natures décidées par le Conseil d'Administration dans le cadre des présents statuts,
- ↳ des dons.

## **MODIFICATION AUX STATUTS, DISSOLUTION**

### **ARTICLE 19 : MODIFICATION DES STATUTS**

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil d'Administration ou du tiers au moins des membres dont se compose l'association. Cette dernière proposition doit-être adressée par écrit au Conseil d'Administration au moins 15 jours avant la séance.

Dans ce cas l'Assemblée Générale, pour délibérer valablement, doit se composer d'1/4 au moins des membres en exercice.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des 2/3 des membres votants.

### **ARTICLE 20 : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION**

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association, convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la majorité absolue des membres en exercice, chaque présent ne pouvant disposer de plus de un mandat par dérogation à l'article 7.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours d'intervalle au moins et cette fois peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale attribue :


- ↳ le matériel acquis pour les activités de l'association à une ou plusieurs associations culturelles à l'exclusion des biens mobiliers et immobiliers qui seraient la propriété de la ville de Clisson,
- ↳ l'actif autre, s'il en existe, à une association caritative désignée par l'Assemblée Générale.

Les présents statuts annulent et remplacent ceux déposés en janvier 1982.

Fait en autant d'originaux que de parties intéressées, plus un original pour l'association.

Fait et approuvé le 20 janvier 2007 à Clisson.

Le Président



Le Vice-Président

Le Secrétaire

PROUX Adeline

Le Trésorier

OLIVIER nathalie





## PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques  
Bureau des Associations  
6 quai Ceineray  
44035 Nantes Cédex 01  
Mrs Jolivet Philippe/yann Pérais 02 40 41 22 19 ou 22 16  
mel : philippe.jolivet@loire-atlantique.pref.gouv.fr

Le numéro W442001319  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W442001319

Ancienne référence  
de l'association :  
0442013618

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

### LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **24 décembre 2009**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

#### ASSOCIATION DOCTEUR DOUSSAIN ET LES AMIS DU CHATEAU

dont le siège social est situé : Maison des Associations  
26 rue de la Madeleine  
44190 Clisson

Décision(s) prise(s) le(s) : **21 novembre 2009**

Pièces fournies : Liste dirigeants

Nantes, le 28 décembre 2009

Pour le Préfet  
le Chef de Bureau

  
Martine DELAVAC

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

#### NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.